

Communiqué de presse de la coordination Attac Campus

Les présidents d'université refusent des salles aux partisans du NON et déroulent la tapis rouge aux partisans du OUI.

Le 9 mai, journée de l'Europe, la Sorbonne accueille, en grande pompe, Michel Barnier et Daniel Cohn-Bendit, deux partisans du OUI au référendum du 29 mai.

M. Pitte, président de Paris IV-Sorbonne, a refusé toute salle, le 10 mai, au collectif pour le NON de gauche (Attac Campus, Droit Solidarité, JCR, PRS, Sud Etudiant, UEC, UNEF, ainsi que des individus) qui avait prévu d'organiser un meeting pour le NON ce jour-là.

Ce parti pris pour le OUI est contradictoire avec la prétendue neutralité politique attendue des présidents d'université.

Ce parti pris idéologique est contradictoire avec l'article L811-1 du Code de l'Education qui stipule que les étudiants et les enseignants « *disposent de la liberté d'information et d'expression à l'égard des problèmes politiques, économiques, sociaux et culturels* » et que « *des locaux sont mis à leur disposition* ».

De plus, le meeting de propagande pro-OUI du 9 mai à la Sorbonne s'inscrit dans un calendrier de réunions publiques, financées sur fonds publics, organisées par les services ministériels. L'information qui y est délivrée est toujours partielle et partielle, et se transforme invariablement en propagande unilatérale pro-OUI et en désinformation généralisée. Les étudiantes et les étudiants ne sont pas dupes : ils ne confondent pas la pédagogie infantilisante orchestrée par le ministère et les véritables sources d'information que peuvent être les réunions contradictoires, ou les analyses argumentées, citant des articles de la Constitution. Puisque le ministère a refusé d'organiser, sur fonds publics, des réunions contradictoires au sein des universités, nous avons, partout où cela a été possible, et le plus souvent de manière collective avec les autres forces militantes universitaires engagées pour le NON, initié des meetings avec des partisans du NON de gauche anti-libéral.

Aujourd'hui, nous dénonçons les refus de salles et exigeons des présidents d'université qu'ils accordent des salles aux meetings initiés à :

- la fac de lettres d'Aix-en-Provence le 27avril,
- la Sorbonne le 10 mai,
- Jussieu le 24 mai,
- la fac dentaire de Montrouge,
- l'ENS Cachan
- l'université Paul Sabatier à Toulouse
- à Cergy et dans toutes les autres universités où ont été initiées des réunions publiques par des partisans du NON.

Nous demandons à la Conférence des Présidents d'Université (CPU) de garantir, partout et jusqu'au référendum, une information plurielle et contradictoire sur le projet de Constitution Européenne, une information qui ne peut bien-entendu pas se réduire aux dépliants et autres gadgets promotionnels financés par le ministère.

Nous rappelons également à tous les présidents d'université qu'Attac France dispose de l'agrément d'Education Populaire délivré par le Ministère de la Jeunesse et des Sports, et qu'à ce titre, les militants d'Attac Campus ont toute vocation à intervenir dans les lieux d'enseignement supérieur pour y présenter leurs analyses.

Contacts presse :

Pour Sorbonne : Maxime Combes 06 24 51 29 44

Pour Jussieu : Sonja Boland 06 98 76 32 68

Pour Aix-en-Provence : Raphaël Pradeau 06 14 98 52 60

Pour la fac dentaire de Montrouge : Jérôme Greffion 06 19 96 48 39

Pour l'ENS Cachan : Vincent Jacques 06 20 82 02 35

Pour Cergy : Cyrille Guillermou 06 15 74 09 60